

Une charte pour limiter les dangers liés à l'utilisation de certains engins motorisés

Mini-motos, moto-cross, pit bike, dirt bike, quads sont de plus en plus utilisés en période estivale. Ces engins motorisés, souvent non réceptionnés, sont à l'origine d'une recrudescence des accidents. Afin de renforcer la sécurité des usagers et faciliter l'application de la loi n° 2008-491 du 26 mai 2008, le gouvernement a décidé d'établir une charte (voir encadré). La DGCCRF a pour sa part rappelé quelques précautions d'usage aux consommateurs.

Les vendeurs professionnels et loueurs ont l'obligation d'informer les consommateurs, notamment par voie d'affichage et par la remise de la charte, des restrictions d'usage et des règles de prudence à respecter. La charte précise les conditions dans lesquelles doivent être vendus, cédés ou loués certains véhicules non réceptionnés dont la circulation est interdite sur les voies ouvertes au public (article L.321-1-1 alinéa 2 du Code de la route). La Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), sensible à cette question, a tenu à rappeler quelques unes des précautions à prendre lors de l'achat et pendant l'utilisation de ces engins. D'abord les mini-motos, moto-cross, pit bike, dirt bike, quads non réceptionnés doivent faire l'objet d'une déclaration aux autorités administratives. La DGCCRF précise ensuite qu'aucune location, ni mise à disposition (hors cadre sportif), n'est autorisée à un mineur de moins de quatorze ans. Un engin motorisé non réceptionné ne peut pas circuler sur les voies publiques mais uniquement sur des terrains adaptés. Tout usage de ce type d'engin doit être accompagné d'une assurance garantissant au minimum les dommages causés à autrui. Enfin, le non-respect de ces dispositions peut entraîner des sanctions pénales.

Charte relative aux conditions de vente, de cession, de location et d'utilisation des engins motorisés non réceptionnés soumis à l'article L321-1-1 du code de la route

(Engins à moteur non réceptionnés dont la vitesse par construction peut dépasser 25 km/h, tels que mini-motos, moto-cross, pit bike, dirt bike ou quads)

Acquisition :

1. Le professionnel ne peut vendre ou céder aucun des véhicules concernés par la présente charte à un mineur. Il ne peut les louer à un mineur de moins de 14 ans.
2. Le professionnel doit expliquer à l'utilisateur le maniement de l'engin et le fonctionnement des commandes.
3. Le propriétaire d'un engin motorisé devra obligatoirement :
 - a) Déclarer celui-ci, dans les quinze jours suivant son acquisition, auprès des services du ministère de l'intérieur, soit par voie postale, soit par voie électronique à partir du site internet www.interieur.gouv.fr, qui lui délivreront un récépissé et, s'il s'agit de la première acquisition de l'engin, un numéro d'identification ;
 - b) Faire graver le numéro sur une partie inamovible de l'engin ;
 - c) Faire apparaître le même numéro sur une plaque fixée en évidence ; cette plaque pourra être retirée temporairement dans le cadre d'une pratique sportive.

Conditions d'utilisation :

4. Les engins motorisés visés par la présente charte ne peuvent en aucun cas circuler sur les voies ou dans des lieux ouverts à la circulation publique ou au public. Un tel usage est formellement interdit par le code de la route. Ils ne pourront être utilisés dans le cadre de randonnées ou promenades empruntant des voies privées (routes, chemins, sentiers, layons...), ni circuler en "hors piste" sur des espaces naturels. Ces engins doivent impérativement circuler sur des circuits, des parcours, des terrains à usage sportif définis par le code du sport (Art. R. 331-21) ou des terrains adaptés. Ces derniers doivent :
 - a) Être exclusivement réservés à l'utilisation des engins visés par la présente charte ;
 - b) Être réalisés avec des matériaux naturels tels que, notamment, le sable et la terre ;
 - c) Être aménagés de telle façon que les bosses et les sauts ne puissent pas permettre au véhicule de s'élever de plus de 50 cm du sol et d'atteindre une vitesse supérieure à 50 km/h ;
 - d) Être pourvus d'un sens de circulation ;
 - e) Être dépourvus de tout obstacle ou élément susceptible de présenter un risque particulier pour les utilisateurs ; les obstacles situés autour du terrain doivent être munis de protections permettant d'absorber les chocs ;
 - f) Offrir une protection par clôture ou obstacles naturels aux éventuels emplacements réservés au public et maintenir ceux-ci à l'extérieur de l'aire d'évolution des engins.
 Par exception au b, des terrains adaptés plats et bitumés peuvent accueillir des activités basées exclusivement sur la maniabilité des véhicules et en aucun cas sur la vitesse.
5. Par exception au point 4, un usage est admis sur des terrains privés à des fins professionnelles liées à des activités agricoles, pastorales ou forestières par les propriétaires des terrains ou leurs ayants droit, à l'exception des secteurs protégés par arrêté municipal ou préfectoral.
6. Les mineurs de moins de 14 ans ne peuvent utiliser ces engins que dans le cadre des activités organisées par une association sportive agréée (notamment la Fédération française de motocyclisme ou l'Union française des œuvres laïques d'éducation physique) : apprentissage de la moto, entraînement, compétition, loisirs.
7. Le port d'équipements de protection est indispensable :
 - casque intégral composé d'une seule pièce ;
 - vêtements de protection en matière résistante couvrant jambes, torse et bras ;
 - gants en matière résistante ;
 - chaussures montantes couvrant au minimum la malléole.
8. Le bon état mécanique de l'engin doit être vérifié avant chaque utilisation.
9. Le propriétaire d'un engin doit veiller à être couvert par une assurance garantissant les dommages corporels et matériels qu'il pourrait causer à autrui lorsqu'il pilote l'engin. Il doit vérifier par ailleurs que les personnes à qui il loue ou prête son engin sont couvertes de la même manière, soit par l'assurance qu'il a souscrite, soit par une assurance souscrite par l'utilisateur. S'agissant de la couverture du conducteur, celle-ci n'est pas formellement obligatoire mais est vivement recommandée.

Vos appels d'offres et offres d'emplois dans nos colonnes : annonces@sport.fr